

## Dans 3 mois les élections européennes

« Nous allons faire ensemble le voyage de l'espoir et du changement pour changer l'Europe mais aussi pour changer nos vies », a promis le candidat à la présidence de la Commission européenne, Alexis Tsipras. "Nous pouvons envahir la Bastille du néolibéralisme global qu'est l'actuelle Europe néolibérale". Lors de son récent passage à Paris où le Parti de la Gauche Européenne lançait sa campagne, le leader de Syriza, le Front de Gauche grec, 1<sup>ère</sup> force de gauche en Grèce en déclarant qu'il prenait acte que "les socialistes rejettent leurs mandats progressistes et deviennent "co-managers" du consensus néolibéral avec Merkel", ajoutant que "si le gouvernement de François Hollande était différent, je pense que toute l'Europe aujourd'hui serait différente."

"Nous devons demander avec force aux socialistes: êtes vous avec l'Europe des marchés et du capital ou avec l'Europe des peuples?", demande le député grec qui pose d'emblée les ambitions du Parti de la gauche européenne: "Nous avons besoin d'une transformation écologique et politique totale de l'Union européenne, particulièrement en ce qui concerne l'immigration."

### La construction européenne est un échec total

Partant de ce constat, certains préconisent de sortir de l'euro. Que faut-il en penser? Sortir de l'€ ne voudrait pas dire pour autant que nous sortirions de la tutelle des marchés financiers. Celle-ci ne concerne pas seulement la zone euro mais la planète entière. Le seul intérêt de la sortie de l'euro serait de pouvoir dévaluer de façon drastique chaque monnaie. Cela permettrait d'être compétitif face aux voisins. Chaque pays serait engagé dans une course à la dévaluation en espérant « piquer » des marchés aux voisins. Cela donnerait l'occasion au patronat et au gouvernement l'occasion de trouver des arguments supplémentaires pour faire accepter de nouveaux sacrifices au monde du travail, sous prétexte de compétition entre les peuples. Il existe un risque que les forces de gauche n'ont pas le droit de prendre. IL ne faudrait pas que cela soit le point de départ d'une éclosion des nationalismes dont on voit déjà qu'elle n'est pas une vue de l'esprit.

#### A Lire : « Refonder l'Europe »

Un document élaboré par le Parti communiste français à l'occasion d'une convention organisée en novembre 2013. On peut le télécharger gratuitement sur le site [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr) ou en s'adressant à la fédération du Lot du PCF tel 05.65.35.03.95

## « Jaurès... Ils t'ont assassiné ! »

Il y a cent ans, le 31 juillet 1914, un groupe factieux quelque peu lâche a mis dans la main d'un homme dont «il vaut mieux oublier le nom», l'arme fatale qui a tué!... Au Café du Croissant à Paris!

Pour rendre hommage à Jean Jaurès, à l'occasion du centenaire de son assassinat,

Le Comité Lotois des Amis de l'Humanité

saluera l'évènement avec une initiative exceptionnelle le

**SAMEDI 5 AVRIL 2014 A 16 heures**

**à l'Espace F. Mitterrand à FIGEAC**

Avec

**Jean-Claude DROUOT,**

déclamant la pièce d'André Benedetto

« JAURES, LA VOIX ! »

Et

« Les Grandes Bouches » de Toulouse

Création originale d'un spectacle musical en l'honneur du Centenaire

Réservez votre bon de soutien (15 €) qui donne droit à l'entrée

06 59 62 47 71 / 06 19 02 07 11

# RougEspoir

## VERS UN SURSAUT DE LA GAUCHE ?

Depuis quelque temps, nous assistons à une grande offensive convergente du Medef et de toutes les forces de droite et d'extrême droite pour mettre à bas l'ensemble de notre modèle social et républicain. Ces forces se sentent pousser des ailes avec la précarisation très profonde de la société. Et elles se sont totalement décomplexées à la faveur des années Sarkozy et de la banalisation orchestrée du Front national depuis l'élection de Marine Le Pen.

Mais cette offensive, avec cette ampleur et cette agressivité, ne serait pas possible si elle ne pouvait compter sur la totale démission de François Hollande et de ceux qui l'entourent face aux forces libérales européennes et de la finance. Les reniements successifs du gouvernement légitiment idéologiquement les thèmes de droite, découragent, démobilisent et divisent les forces démocratiques et sociales qui devraient faire face ensemble à cette offensive d'ultra-droite.

C'est une offensive profonde et dangereuse à laquelle on ne pourra répondre au fond qu'en reconstruisant le rassemblement populaire autour de réponses solidaires à la crise actuelle, des réponses alternatives authentiquement de gauche.

Rompre le pacte de responsabilité, pacte de dupes au seul profit du Medef, et reprendre le chemin d'une politique de gauche, c'est un défi que nous devons et pouvons ensemble relever. Les forces existent.

Le ressaisissement, le sursaut face à cette politique sont maintenant incontournables. Nous avons besoin que des voix diverses, venant de toutes les familles de la gauche, s'expriment avec force pour refuser le cap annoncé par François Hollande et pour construire un rassemblement qui porte d'autres choix politiques et une alternative à cette politique d'austérité, une alternative qui soit authentiquement de gauche. Nous n'avons plus le temps d'attendre.

Les élections municipales seront la première étape de ce sursaut attendu avec un message clair partout : stop à l'austérité, oui aux services publics et à la démocratie locale avec l'objectif d'entraîner la majorité des communes de gauche de ce département dans la résistance à l'austérité et la promotion de politiques publiques innovantes. C'est le message que portent les communistes quelles que soient les listes où ils figurent.

A l'inverse de ce qu'avance Martin Malvy qui voudrait que nos concitoyens fassent « la différence entre la gestion de leur ville, leur quotidien et la politique nationale ». On comprend bien que M. Malvy veut éviter la sanction du gouvernement. Mais il aura du mal à convaincre, même après avoir piqué une colère légitime contre la SNCF qui sacrifie les TER de Midi Pyrénées que le gouvernement n'est pour rien dans le démantèlement du rail alors que l'Etat est propriétaire de la SNCF en totalité.

Sommaire : P1 : Vers un sursaut de la gauche – P2 : Débat public Cahors - P3 : Hôpital de Cahors - P4 : Jaurès...Ils t'ont assassiné !

Gérard Iragnes

## Grand Débat Public à Cahors

Avec la participation de **Jean Luc GIBELIN**, Dirigeant national du PCF, animateur de la commission Santé/ Protection sociale

**le vendredi 14 mars à 20 H 00**  
**salle de la Bourse du travail**



La démocratie sanitaire et l'accès aux soins pour tous sont mis très sérieusement à mal dans le département par les choix gouvernementaux de réductions des dépenses publiques qu'orchestre l'ARS : Suppression de services, de lits, de subventions dans les hôpitaux, désert médical grandissant, difficultés de gestion des maisons de retraite avec manque de personnel.

Le gouvernement et ses relais locaux camouflent leurs responsabilités et cachent la misère en multipliant les regroupements de services, les maisons de santé multi professionnelles, les atteintes aux droits des personnels etc..

Après Figeac, la colère des personnels est montée d'un cran cette semaine à Cahors avec une manifestation réussie devant le centre hospitalier. C'est l'augure que le ras le bol est là et que ça peut déborder.

Venez nombreux débattre avec **Jean Luc Gibelin et Yannick Le Quentrec**, tête de liste de **Cahors à Gauche** et militante des droits des personnels de l'aide à domicile de ces questions cruciales pour l'avenir du service public de santé dans le Lot.

## Agriculture : derrière le salon, les dures réalités

Hollande craignait d'être mal reçu lors de sa visite au salon. L'accueil ne fut ni chaud ni froid. Il faut dire que tout avait été fait pour désamorcer les mécontentements : une campagne médiatique laissant à penser que le projet d'accord transatlantique serait pour le moins ajourné alors qu'il reviendra sur le devant de la scène sitôt passées les élections européennes ; l'habileté du ministre Le Foll à mettre en avant une vision « agro écologique » du développement agricole et à décider de mesures favorables aux petites exploitations (1) en contradiction avec la réforme de la PAC telle que conçue par l'Europe et acceptée par la France.

Ces messages apaisants adressés au monde agricole ne doivent malheureusement pas cacher les tendances concrètes. En attestent les déclarations d'autres membres du gouvernement. Ainsi Le Ministre délégué à l'Agroalimentaire Garrot qui déclare que l'adaptation de notre agriculture doit prioritairement s'adapter aux marchés, gagner en compétitivité et reprendre des parts du marché mondial. Un tel objectif ramène à sa vraie place la préférence exprimée par Le Foll envers l'exploitation familiale contre l'agriculture intensive et productiviste. Et l'Europe maintenant son objectif de désengagement des politiques communautaires de soutien à l'agriculture, il y a fort à parier que l'on continuera à voir 20 des exploitants bénéficier de 80 des aides (9 Mds € par an).....Ce seront encore « les gros » qui tireront leurs marrons du feu.

Et bien des forces en France militent en ce sens. Ainsi la FNSEA (le syndicat des gros céréaliers et betteraviers) qui dénonce les mesures favorables aux petits exploitants au nom de la justice : ces mesures seraient une récompense aux exploitations mal gérées et non compétitives. Ainsi l'ancien 1<sup>er</sup> Ministre UMP Raffarin qui caricature les circuits courts : « comme s'il suffisait de mettre une table devant chaque ferme pour écouler nos productions ! ».

Force est de constater que rien n'évolue pour assainir le rapport entre producteurs et grande distribution de manière à garantir débouchés et revenu décent aux agriculteurs. Et il faut mesurer les menaces découlant du projet d'accord transatlantique dit de « libre échange », particulièrement sur les produits de l'agriculture et de l'élevage, très concernés par les hypothèses de « réduction des tarifs douaniers » entre les deux rives de l'Atlantique. Pensons en particulier à l'élevage bovin qui se trouverait en « libre concurrence » avec les importations des USA ou du Canada. Pensons à ce qu'il adviendrait de notre liberté à refuser les OGM quand on sait que c'est un organisme privé (représentatif des firmes elles mêmes) qui trancherait les contentieux commerciaux sur les conditions de la concurrence.

**Il est encore temps pour la France de dire qu'elle se retire des négociations transatlantiques et agisse pour que l'Europe fasse de même. Ce sera un des enjeux de l'élection européenne de Mai prochain.**

**M Dauba.**

(1) : Les modalités françaises de mise en œuvre de la réforme prévoient : une surprime de 100 € par hectare pour les 52 premiers hectares (5200 € d'aide annuelle pour une exploitation de 52) ; le maintien des aides pour les 40 premières vaches à viande et les 30 premières vaches à lait ; idem pour les 500 premières brebis.....aides que la FNSEA voulait réduire.

## Mobilisation à l'hôpital de Cahors contre la logique financière



La décision de l'ARS Midi-Pyrénées de retirer au centre hospitalier cadurcien l'installation de 15 lits de soins de suite et de réadaptation, les 20 postes d'agents hospitaliers prévus et le 1,2 millions d'€ de crédits avec comme conséquence l'éloignement d'un service de proximité utile répondant aux attentes des patients, est une aberration. Tous ceux qui se sont exprimés lors du premier rassemblement réussi organisé par la CGT devant l'Hôpital de Cahors, l'ont dit à leur façon et particulièrement le chef de service de rhumatologie.

Par contre ce que n'ont pas dit la députée PRG, la conseillère générale socialiste et le maire PS de Cahors qui ont pris la parole pour fustiger la seule autorité sanitaire, c'est que l'ARS prise pour cible ne fait qu'appliquer les directives du gouvernement de faire, au nom des contraintes budgétaires,

des économies de dépenses publiques. L'ARS ne décide pas de ses choix sans l'aval du gouvernement que nos trois élus soutiennent sans aucune réserve.

Il serait temps de se souvenir que cette décision, comme beaucoup d'autres qui frappent notre département (absence de scanner à l'hôpital de Gourdon, suppression d'une dizaine de poste à l'hôpital de Figeac, désert médical grandissant...), était pourtant inscrite dans la LFPS 2014, votée et soutenue par les parlementaires PS et PRG, qui demande de réduire de 4 milliards d'€ les dépenses de sécurité sociale et de 440 millions d'€ d'économies pour les hôpitaux. On voudrait nous faire oublier que c'est la logique financière qui prime aujourd'hui

comme au temps de N. Sarkozy, sur les logiques médicales et sanitaires rendant l'accès aux soins de plus en plus difficile.

Personne n'est vraiment

dupe, c'est ce qu'ont voulu rappeler, la CGT de l'hôpital et les militants de la liste de rassemblement « Cahors à Gauche », largement présents à la manifestation, qui se sont exprimés et ont réclamé le rétablissement des 15 lits prévus avec les moyens correspondants. La mobilisation reste donc à l'ordre du jour à l'hôpital de Cahors.



## LE GRAND SOIR FISCAL

Nous reproduisons ici le billet du sénateur communiste du nord Eric Bocquet qui présida la commission sur l'évasion fiscale en France en 2013:

« J'ai assisté fin janvier 2014 à Matignon au lancement des assises de la fiscalité des entreprises, suite à l'annonce de la remise à plat de la fiscalité dans notre pays par Jean-Marc Ayrault. Une trentaine de personnes étaient présentes autour de la table, syndicats, parlementaires, associations. Autour du Premier ministre siegeaient Pierre Moscovici, Bernard Cazeneuve, Marisol Toraine, Marylise Lebranchu et enfin Emmanuel Macron, conseiller macro économique de François Hollande à l'Élysée, un ancien de la Banque Rothschild (quand je vous dit qu'ils sont partout !). La finance est bien gardée.

Après une brève introduction de JM Ayrault et de P. Moscovici qui rappellent les propos du Président le 14 janvier, vous connaissez, le tour de table s'engage : 3 minutes chacun pas plus...

Je suis assis à côté de Gaby Charroux, notre

camarade député des Bouches du Rhône. Nous avançons nos préoccupations, justice, équité, transparence et évaluation objective de l'efficacité des aides allouées aux entreprises depuis 30 ans. M. Gattaz, pour le Medef, rappelle l'urgence pour les entreprises de restaurer les marges qui sont aujourd'hui à 28 %. Je lui rappelle au passage que ces marges étaient à 23,26 % en... 1980 !

Très honnêtement, je n'ai pas senti chez nos gouvernants un enthousiasme extraordinaire à l'ouverture de ces travaux de « remise à plat ». Mmes Touraine et Lebranchu ont tapoté le clavier de leur tablette durant toute la réunion. Écoutaient-elles au moins les invités ? Pierre Moscovici a consulté son téléphone, Bernard Cazeneuve n'avait rien à dire... Fin de réunion prévue à 19 h ; le premier ministre lève la séance à 18 h 30. Je l'ai trouvé fatigué, j'ai franchement eu l'impression que c'était le grand soir avant d'aller se... coucher !

Gaby et moi avec tous les autres apporterons notre contribution déterminée au réveil du Peuple. Bonne nuit, monsieur le Premier ministre ! »